

Commission de la construction du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS

2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS DU TROISIÈME
GROUPE D'OPPOSITION



ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

TABLE DES MATIÈRES

- RP1** Depuis cinq ans, par année financière, indiquer la somme dépensée par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ). Fournir également les prévisions pour 2019-2020.
- RP2** Depuis cinq ans, par année financière, fournir une ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor au ministère du Travail et aux organismes sous sa responsabilité. Fournir également les prévisions pour 2019-2020.
- RP3** Depuis cinq ans, par année financière, fournir la liste des comités interministériels ou de tout autre partenaire. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.
- RP4** Copie de toute l'information fournie au ministre en vertu de l'article 428 de la *Loi sur les accidents de travail et les maladies professionnelles*, et ce, depuis cinq ans.
- RP6** Pour chacun des organismes, indiquer les agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère depuis cinq ans, par année financière. Fournir :
- a. la liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
 - b. la liste des membres du conseil d'administration;
 - c. la liste des personnes qui ont été nommées ou dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;
 - d. leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.
- RP7** Fournir, pour tout organisme relevant du ministère, concernant le Bureau de la présidence ou de la haute direction, les montants, ventilés depuis cinq ans, par année financière :
- a. des frais de déplacement;
 - b. des frais de représentation;
 - c. des frais de repas;
 - d. des frais de voyage;
 - e. des frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc.
- RP30** Depuis 10 ans, par année financière, nombre de contrats donnés à l'externe (informatique, relations publiques, communications, études, analyses ou autres). Indiquer :
- a. la nature ou l'objet du contrat;
 - b. la méthode d'octroi du contrat (gré à gré, appel d'offres ou autre);
 - c. une copie du contrat;
 - d. une copie du résultat;
 - e. le coût du contrat.
- RP31** Liste des projets informatiques depuis 10 ans :
- a. évolution des coûts pour chacun des dossiers;
 - b. nombre de consultants externes et coûts associés;

- c. indiquer la somme dépensée depuis 10 ans, par année financière (et prévisions pour 2019-2020), pour l'informatique et les technologies de l'information;
- d. préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

- RP194** Liste des dépenses de fonctionnement, par année, depuis 10 ans.
- RP195** Liste des bureaux régionaux et effectif étant rattachés, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans et fournir les prévisions pour 2019-2020.
- RP196** Nombre de poursuites intentées par la CCQ contre des entrepreneurs et contre des travailleurs qui effectuaient des travaux ne respectant pas le champ d'application de l'article 19 de la Loi R-20 au cours des cinq dernières années.
- RP197** Nombre de poursuites menées par la CCQ contre des entrepreneurs et contre des travailleurs relativement aux articles de la loi R-20 concernant des actes d'intimidation ou de violence sur les chantiers, par année, depuis cinq ans.
- RP198** Liste des mesures mises en place concernant l'accès et le maintien des femmes dans l'industrie de la construction, en indiquant le nombre moyen d'heures travaillées par les femmes par rapport aux hommes dans les métiers concernés et le revenu moyen annuel pour chacun des sexes, et ce, depuis cinq ans. Sommes dépensées par mesures.
- RP199** Liste des règlements adoptés par le conseil d'administration de la CCQ depuis deux ans.
- RP200** Nombre de certificats de compétence décernés, ventilation par région et par métier ou occupation depuis cinq ans.
- RP201** Suites données à la résolution du conseil d'administration A-67-14 du 20 novembre 2014 en termes de ressources humaines supplémentaires embauchées.
- RP202** Nombre de travailleurs manquants ou en surplus, ventilé par région et par métier ou occupation depuis cinq ans, par année financière. Fournir les prévisions pour 2019-2020.
- RP203** Nombre d'heures travaillées par métier ou par occupation au cours des cinq dernières années. Fournir une ventilation par mois et par région.
- RP204** Prévisions de surplus ou de manque de main-d'œuvre par métier ou par occupation, pour les cinq prochaines années.
- RP205** Composition, budgets, mandats et rapports des comités de main-d'œuvre Ontario-Québec.
- RP206** Nombre d'exemptions de l'obligation de détenir un certificat de compétence accordées au cours des cinq dernières années et motifs.
- RP207** Nombre d'inspections effectuées par la CCQ, liste des chantiers ayant fait l'objet d'une enquête et résultats des enquêtes pour les cinq dernières années.
- RP208** Évolution du nombre d'inspecteurs à l'emploi de la CCQ depuis cinq ans, par année, ainsi que les prévisions d'embauche pour 2019-2020.
- RP209** Évolution du nombre d'employés dédiés à la lutte contre le travail au noir à la CCQ depuis cinq ans, par année.
- RP210** Tout document relatif à la subvention octroyée par le ministère du Travail afin de lutter contre le travail au noir.

- RP211** Copie des études, analyses, recherches, scénarios ou projections concernant la création de deux nouvelles régions de placement dans le Nord-du-Québec.
- RP212** Statistiques d'utilisation du Service de référence de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction, depuis son implantation, ventilation par mois.
- RP213** Tout rapport, document ou étude concernant la mise en place des recommandations de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction.
- RP214** Tout rapport, document ou étude concernant la mise en place des recommandations du Comité de vigie sur la référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction.
- RP215** Nombre d'infractions constatées à la suite d'une dénonciation.
- RP216** Nombre d'infractions constatées concernant la non-détention d'un certificat de compétence pour des travaux effectués à l'intérieur d'institutions scolaires.
- RP217** Nombre de plaintes reçues concernant la non-détention d'un certificat de compétence pour des travaux exécutés à l'intérieur d'institutions scolaires.
- RP218** Nombre de plaintes reçues concernant les travaux de la Commission de la construction du Québec (CCQ).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-1

Depuis cinq ans, par année financière, indiquer la somme dépensée par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ). Fournir également les prévisions pour 2019-2020.

Dépenses opérationnelles de la vice-présidence des technologies de l'information

DESCRIPTION DE COMPTES	RÉEL 2018
	Du 1 ^{er} jan au 31 décembre ⁽¹⁾
Charges reliées aux effectifs	10 178 878 \$
Administration	138 791 \$
Entretien équipements et logiciels	2 382 140 \$
Téléphonie (filaire et sans fil)	936 110 \$
Autres frais	201 879 \$
Services professionnels (consultants informatiques)	3 038 985 \$
TOTAL	16 876 783 \$

(1) données préliminaires – états financiers non finalisés

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 29 MARS 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-2

Depuis cinq ans, par année financière, fournir une ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor au ministère du Travail et aux organismes sous sa responsabilité. Fournir également les prévisions pour 2019-2020.

La Commission de la construction du Québec n'est pas assujetti à la *Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État*.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 29 MARS 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-3

Depuis cinq ans, par année financière, fournir la liste des comités interministériels ou de tout autre partenaire. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

La liste des comités de la Commission de la construction du Québec apparaissent dans le *Rapport annuel de gestion 2018*.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 29 MARS 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-4

Copie de toute l'information fournie au ministre en vertu de l'article 428 de la *Loi sur les accidents de travail et les maladies professionnelles*, et ce, depuis cinq ans.

Sans objet

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 29 MARS 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-6

Pour chacun des organismes, indiquer les agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère depuis cinq ans, par année financière. Fournir :

- a. la liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
- b. la liste des membres du conseil d'administration;
- c. la liste des personnes qui ont été nommées ou dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;
- d. leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec (CCQ) n'est pas assujetti à la *Loi sur la fonction publique*.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 29 MARS 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-7

Fournir, pour tout organisme relevant du ministère, concernant le Bureau de la présidence ou de la haute direction, les montants, ventilés depuis cinq ans, par année financière :

- a. des frais de déplacement;
- b. des frais de représentation;
- c. des frais de repas;
- d. des frais de voyage;
- e. des frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc.

**Direction générale de la CCQ
1^{er} janvier au 31 décembre 2018**

Remboursement de frais de transport	4156.18 \$
Remboursement des frais d'hébergement	1263.93 \$
Remboursement des frais de repas	1775.17 \$
Achat d'une table à la Chambre de commerce du Montréal Métropolitain	1138.25 \$

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 29 MARS 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-30

Depuis 10 ans, par année financière, nombre de contrats donnés à l'externe (informatique, relations publiques, communications, études, analyses ou autres). Indiquer :

- a. la nature ou l'objet du contrat;
- b. la méthode d'octroi du contrat (gré à gré, appel d'offres ou autre);
- c. une copie du contrat;
- d. une copie du résultat;
- e. le coût du contrat.

Voir annexe

L'information est disponible, selon les seuils prévus sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec <https://www.seao.ca/>

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 29 MARS 2019

FICHE RP-30 ANNEXE - REGISTRE DES CONTRATS

Fournisseur	Description sommaire du contrat	Valeur (avant taxes)	Type de contrat
6020607 Canada inc. (Stéphane Lavoie)	Services d'entretien et support des deux tableaux de bord corporatifs - GIR et VI	10,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
9231-9771 Québec inc. (f.a.s.r.s. Unik Média)	Production vidéo - capsule Mythes	4,960.00 \$	GRÉ À GRÉ
9231-9771 Québec inc. (f.a.s.r.s. Unik Média)	Production vidéo - capsule Services en ligne	7,710.00 \$	GRÉ À GRÉ
A & A Vitres et Miroirs	Service d'entretien des vitres et portes - Siège social et BRM	7,500.00 \$	GRÉ À GRÉ
ADT-Canada	Service de télésurveillance - bureau de Chicoutimi	1,500.00 \$	GRÉ À GRÉ
Alarme BSL inc.	Services de télésurveillance - alarme-intrusion - Rimouski	386.00 \$	GRÉ À GRÉ
Alarme Trans-Canada	Services de télésurveillance - alarme-intrusion - bureau de Sherbrooke	2,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Alpha Plantes	Service d'entretien des plantes d'intérieur - Siège social et BRM	15,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Altel inc.	Services d'entretien et de réparation des systèmes d'accès et de caméras de surveillance	24,999.00 \$	GRÉ À GRÉ
Andréanne (9287-4221 Québec inc)	Organisation de la journée des intermédiaires	18,500.00 \$	GRÉ À GRÉ
Balises et Poteaux du Nord Plus	Service d'entretien des balises de déneigement - Siège social et BRM	12,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
BDO Canada SRL	Services d'accompagnement de la VI dans différents mandats	10,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Bell Canada	Frais courants pour la connexion internet ADSL	7,500.00 \$	GRÉ À GRÉ
Binatek	Service d'entretien du compteur de billets BN-310 - service à la clientèle, BRM	225.00 \$	GRÉ À GRÉ
Binatek	Service d'entretien de l'encodeuse à chèques Sheartech EN-5800E (BN: 12251)	495.00 \$	GRÉ À GRÉ
Binatek	Service d'entretien de l'encodeuse à chèques Sheartech EN-5800E (BN: 12801)	495.00 \$	GRÉ À GRÉ
C.AC. Entrepreneur Électrique	Services en électricité - siège social et BRM	20,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Cadexair inc.	Entretien du système d'évacuation des vapeurs de cuisson	2,595.00 \$	GRÉ À GRÉ
CEMEQ	Mise à jour du Guide d'exercices - Électricité	21,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Centrale Thermique BC Plus inc.	Service de traitement de l'eau du réseau de chauffage - Siège social	19,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Centre d'élaboration des moyens d'enseignement du Québec	Guide Révision des notions théoriques - Carreleur	15,700.00 \$	GRÉ À GRÉ
Chemin Faisant	Services de traiteur	24,100.00 \$	GRÉ À GRÉ
Collège de Maisonneuve	Services professionnels formation "Recrutez vos employés efficacement"	3,500.00 \$	GRÉ À GRÉ
Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île	Matériaux pour la formation "Assemblage de fibres de carbone polymère"	7,963.00 \$	GRÉ À GRÉ
Commission scolaire des Îles	Tenue et supervision d'examens de qualification professionnelle - Îles-de-la-Madeleine	8,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Commission scolaire St-Hyacinthe	Matériaux pour la formation "Grue à tour" - structure en acier	2,808.00 \$	GRÉ À GRÉ
Commission scolaire St-Hyacinthe	Matériaux pour la formation "Grue à tour" - bennes, pierre de rivière	6,300.00 \$	GRÉ À GRÉ
Commission scolaire St-Hyacinthe	Matériaux pour la formation "Manutention et gréage pour électriciens, nuiveau avancé"	19,965.04 \$	GRÉ À GRÉ
Commission scolaire St-Hyacinthe	Matériaux pour la formation "Thermopompes géothermiques"	22,670.00 \$	GRÉ À GRÉ
Conférence Dialogue	Services de conférence téléphonique	4,416.00 \$	GRÉ À GRÉ
Constructo (TC Médias)	Publicité - partenariat d'exploitation du site VoirVert.ca	8,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Couturier, Claire	Services professionnels -Organisation pour les Olympiades des métiers et technologies	11,700.00 \$	GRÉ À GRÉ
CSPQ	Abonnement annuel au réseau intégré des bibliothèques gouvernementales - plateforme web	11,400.00 \$	GRÉ À GRÉ
CSPQ - Technologies de l'information	Utilisation de plateforme applicative pour ordinateur central pour impression à haut volume	350.00 \$	GRÉ À GRÉ
Descormiers et Associés inc. (Intelligence d'Affaires)	Syst. év. satisfaction participants activités de perfection.	12,500.00 \$	GRÉ À GRÉ
Dév. Économique St-Laurent	Services d'accompagnement dans le service de bilan du transport durable	5,153.00 \$	GRÉ À GRÉ
DHI inc.	Services de mise et au point et de nettoyage des appareils de chauffage et des chauffe-eau au gaz - Siège social	10,022.00 \$	GRÉ À GRÉ
Dialogs (9209-6601 Québec inc)	Groupe test pour nouveau site web	24,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Elixir Technologies	Renouvellement annuel Logiciel DesignPro for AFP Migration package	11,584.00 \$	GRÉ À GRÉ
Ellicom Inc	Correction anomalie PC-Formation en ligne- "Signalisation et gréage"	4,920.00 \$	GRÉ À GRÉ

Ellicom Inc	Services d'Assurance qualité de la formation en ligne "Signalisation et gréage"	7,560.00	\$	GRÉ À GRÉ
Ellicom Inc	Correction anomalie PC-Formation en ligne- "Signalisation et gréage"	21,375.00	\$	GRÉ À GRÉ
Équipements MCF inc.	Services d'entretien de niveleur de quai et mini-nacelle de la DRM	2,500.00	\$	GRÉ À GRÉ
ESI Technologies inc.	Analyse de l'infrastructure des réseaux filaires et sans fil et du pare-feu	5,360.00	\$	GRÉ À GRÉ
ESI Technologies inc.	Analyse de l'infrastructure de stockage et VM Ware	21,360.00	\$	GRÉ À GRÉ
Extermax	Services d'extermination - siège social et bureau régional de Montréal	3,000.00	\$	GRÉ À GRÉ
for.design planning	Services professionnels en design	11,200.00	\$	GRÉ À GRÉ
Françoise Fiset et Associés (FFA) - Expertises médicales	Services professionnels - médecin-conseil - RH - FFA	12,000.00	\$	GRÉ À GRÉ
Francotyp Postalia	Entretien d'ouvre-lettres Francotyp Postalia LO3050	375.00	\$	GRÉ À GRÉ
Francotyp-Postalia Canada inc.	Location compteurs postaux Francotyp-Postalia Optimail 30	4,150.00	\$	GRÉ À GRÉ
Fujitsu Conseil (Canada) Inc.	Licences Macroscope en ligne de Fujitsu	10,200.00	\$	GRÉ À GRÉ
Gauthier, Catherine	Services-conseils - cartographie du parcours client	9,500.00	\$	GRÉ À GRÉ
GDI Services Techniques	Service de mécanicien pour machines fixes	24,999.00	\$	GRÉ À GRÉ
Groupe Constructo (TC Medias Transcontinental S.E.N.C.)	Placement de publicité dans le Journal Constructo	16,800.00	\$	GRÉ À GRÉ
Groupe RCM inc.	Collecte des matières recyclables (papier, verre, métal) au bureau de Trois-Rivières	2,818.00	\$	GRÉ À GRÉ
Groupe Sanyvan inc.	Services de nettoyage de l'intercepteur de graisse de la cafétéria	4,410.00	\$	GRÉ À GRÉ
IBM Canada Ltée	Entretien du logiciel de paie Risk 6000 et ses périphériques	6,597.00	\$	GRÉ À GRÉ
Infosat Communications	Service de téléphonie par satellite - Côte-Nord	2,000.00	\$	GRÉ À GRÉ
Iron Mountain (anciennement Recall)	Services d'entreposage, de protection et de gestion des bandes informatiques	12,000.00	\$	GRÉ À GRÉ
Jean-François Pouliot	Services professionnels - accompagnement révision des analyses de professions	4,250.00	\$	GRÉ À GRÉ
La Capitale Assurances Générales	Assurance automobile pour les véhicules de la CCQ	3,334.00	\$	GRÉ À GRÉ
La Capitale Assurances Générales	Assurance automobile pour les véhicules de la CCQ	3,387.20	\$	GRÉ À GRÉ
La Compagnie Électrique Britton Limitée	Services en électrcité - Siège social et BRM	20,000.00	\$	GRÉ À GRÉ
La ligne Verte: Toit Vert inc.	Création et maintenance du potager au Siège social	1,985.00	\$	GRÉ À GRÉ
La ligne Verte: Toit Vert inc.	Services d'entretien des aménagements paysagers - Siège social et BRM	18,771.00	\$	GRÉ À GRÉ
Laliberté - Service de gestion en alimentation	Services de traiteur	7,300.00	\$	GRÉ À GRÉ
Lamcom Technologie	Matériel et main-d'œuvre produits de signalisation intérieure et extérieure	5,000.00	\$	GRÉ À GRÉ
Lionbridge	Services de traduction pour banque de questions pour l'activité limitée "Camion-flèche"	1,881.55	\$	GRÉ À GRÉ
Lionbridge	Services de traduction pour banque de questions d'examen - Grutier	2,160.01	\$	GRÉ À GRÉ
Lionbridge	Services de traduction pour banque de questions d'examen - Briqueteur-maçon	2,849.15	\$	GRÉ À GRÉ
Mariane L'Écuyer	Services-conseils - Accompagnement en centre d'appels	20,000.00	\$	GRÉ À GRÉ
Me Olivier Desprès	Services d'avocat - dossiers de médiation - avantages sociaux	10,000.00	\$	GRÉ À GRÉ
Médecin Québec	Fourniture sur demande de produits de premiers soins	5,000.00	\$	GRÉ À GRÉ
Médisolution Ltée	Service d'extraction de données financières de Magistra à la demande de la DRF	12,000.00	\$	GRÉ À GRÉ
Michel Toupin	Services-conseils - expert pour le comité de placement	6,000.00	\$	GRÉ À GRÉ
Microtec Securi-T	Services de télésurveillance - alarme-intrusion - bureau régional de Val d'Or	240.00	\$	GRÉ À GRÉ
Minimal Médias inc.	Services de conception graphique - calendrier 2018	11,200.00	\$	GRÉ À GRÉ
Neopost	Location de deux compteurs postaux pour le bureau de Québec	1,350.00	\$	GRÉ À GRÉ
OutSideSoft	Abonnement annuel à SimpleSondage en ligne	3,000.00	\$	GRÉ À GRÉ
Paradis Aménagement Urbain inc	Services de déneigement - Québec	14,365.00	\$	GRÉ À GRÉ
Paradis Montpetit Beauchamps Inc.	Services de huissier - inspection Gatineau	11,000.00	\$	GRÉ À GRÉ
Pyromateck	Entretien préventif des extincteurs portatifs - Gatineau	600.00	\$	GRÉ À GRÉ
Quantic Conseil inc.	Services-conseils sur le web, les mobiles, l'architecture et l'ergonomie	20,000.00	\$	GRÉ À GRÉ
Régulvar inc	Services d'entretien des systèmes de régulation - Siège social	10,000.00	\$	GRÉ À GRÉ
Royal Lepage Haut Richelieu	Avenant pour prolonger le bail à Chambly pour une durée d'un an	5,100.00	\$	GRÉ À GRÉ
Services Matrec inc.	Service de récupération de matières recyclables (papier, carton, verre, métal, plastique) plus location du conteneur	5,500.00	\$	GRÉ À GRÉ

Services Matrec. Div. Sherbrooke	Service de location de conteneur et enlèvement des déchets - bureau de Sherbrooke	7,500.00 \$	GRÉ À GRÉ
Simplex Grinnell (Tyco)	Réparations du système de protection-incendie - Siège social et BRM - réparation et matériaux hors contrat	7,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Simplex Grinnell (Tyco)	Service d'inspection du système de protection-incendie - BRM	14,763.00 \$	GRÉ À GRÉ
Simplex Grinnell (Tyco)	Service d'inspection du système de protection-incendie - Siège social	21,897.00 \$	GRÉ À GRÉ
Sonia Pelletier	Services professionnels de coaching individuel	6,500.00 \$	GRÉ À GRÉ
SPI Sécurité	Service d'inspection des extincteurs portatifs - bureau de Val d'Or	600.00 \$	GRÉ À GRÉ
Stanley Sécurité	Service de télésurveillance à système d'alarme intrusion et incendie BRQ	6,548.40 \$	GRÉ À GRÉ
Tact Intelligence conseil inc.	Services-conseils en relations publiques - Plan de gestion de crise	20,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Télébec S.E.C.	Inscription de la CCQ aux annuaires téléphoniques de Val d'Or, Mont-Laurier, Cap-aux-Meules	300.00 \$	GRÉ À GRÉ
Traitement d'eau expert inc.	Service de traitement de l'eau du réseau de chauffage - BRM	6,288.00 \$	GRÉ À GRÉ
Unikmédia (9231-9771 Québec inc)	Production vidéo - capsule chèque	8,590.00 \$	GRÉ À GRÉ
Unikmédia (9231-9771 Québec inc)	Production vidéo - capsule régime Médic	24,100.00 \$	GRÉ À GRÉ
Université de Sherbrooke	Avenant no.3 avec le locataire pour prolonger le bail pour une durée d'un an	5,202.00 \$	GRÉ À GRÉ
Valtech	Services-conseils - cartographie du parcours clientèle employeur	8,500.00 \$	GRÉ À GRÉ
Videotron	Services de télédistribution	3,840.00 \$	GRÉ À GRÉ
Ville de Trois-Rivières	Location d'espaces de stationnement - Ville de Trois-Rivières	4,560.00 \$	GRÉ À GRÉ
Vincent Lanoix-Meunier	Services-conseils pour gestion, diffusion et alimentation des réseaux sociaux	20,000.00 \$	GRÉ À GRÉ
Vumetric Cybersecurity	Audit de sécurité - tests d'intrusion sur l'environnement TI	23,250.00 \$	GRÉ À GRÉ
Xerox Canada Ltée	Entretien du logiciel Digipath Freeflow 5.0 Readymaker pour Xerox EPS115	1,934.91 \$	GRÉ À GRÉ
Xerox Canada Ltée	Service en entretien de photocopieur Xerox 4110 - centre de reprographie	10,730.00 \$	GRÉ À GRÉ
Yannick Sauro (Lix3)	Services en conception graphique	20,000.00 \$	GRÉ À GRÉ

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-31

Liste des projets informatiques depuis 10 ans :
a. évolution des coûts pour chacun des dossiers;
b. nombre de consultants externes et coûts associés;
c. indiquer la somme dépensée depuis 10 ans, par année financière (et prévisions pour 2019-2020), pour l'informatique et les technologies de l'information.
d. préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2018			
Nom	Nature	Statut	Coûts 2018
Gestion des livraisons et des environnements des applications	Mettre en place des environnements technologiques, des outils informatiques et des processus afin de rendre plus efficace la livraison, l'exploitation, le maintien et l'évolution des applications de la CCQ.	Complété	1,973,709\$
Remplacement du rapport mensuel	Analyse pour remplacer les fonctions de nature non-financière du système COMIC : déclaration des activités de l'employeur (rapport mensuel)	Complété	498,905\$
Qualification eau potable	Améliorations aux systèmes de gestion de la main d'œuvre pour harmoniser des modalités de renouvellement de la certification Manœuvre à l'aqueduc à celles des certificats de compétence-occupation (CCO)	En cours	553,327\$
Gestion de la mobilité dans l'apprentissage	Améliorations aux systèmes de gestion de la main d'œuvre pour mettre en œuvre des dispositions réglementaires devant assurer l'opérationnalisation de l'entente inter-provinces et inter-territoires concernant la mobilité des apprentis.	En cours	891,688\$
Plan de formation en entreprise et activité partagée pour grutier	Améliorations aux systèmes informatiques pour permettre un meilleur accès au métier de grutier dans le cadre d'une pénurie de main-d'œuvre et création d'une nouvelle qualification partagée de camion-flèche pour des compagnons d'un autre métier que grutier.	En cours	646,945\$
Traitement électronique des réclamations d'assurances	Remplacement du système de paiement de réclamation de frais d'assurance.	En cours	862,824\$
Examens de qualification informatisés	Mise en place d'une solution progicielle d'évaluation des compétences pour administrer les	En cours	559,094\$

	examens de qualification provinciale en remplacement de LXR-Test.		
Conformité	Acquisition et mise en place d'un nouveau progiciel pour la gestion des activités de vérifications et d'enquêtes.	En cours	719,553\$
Infrastructure d'intégration orientée services	Mise en place d'un écosystème d'intégration basé sur une plateforme hybride (locale et infonuagique) permettant l'intégration centralisé des SI et des partenaires.	En cours	773,031\$
Communication unifiée, optimisation d'outils	Rehaussement et virtualisation du serveur CMS utilisé pour effectuer le suivi en temps réel ainsi qu'effectuer l'administration quotidienne des centres de contacts Rehaussement et virtualisation des serveurs RVI utilisés pour les services automatisés de la CCQ.	Complété	117,709\$
Rehaussement applicatif	Rehaussement massif du patrimoine applicatif distribué (normalisation, packaging et déploiement).	Complété	780,614\$
Zones de sécurité	Amélioration de la sécurité réseau	Reporté	202,151\$
Authentification unifiée	Le projet consiste à implanter une solution pour l'authentification unifiée (SSO – Single Sign On).	En cours	261,439\$
Pare-feu nouvelle génération	Déploiement de pare-feu de nouvelle génération et migration du trafic opérationnel	Complété	101,198\$

*La Commission de la construction du Québec n'est pas soumise à la *Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics*.

Concernant la valeur estimée des contrats, les informations sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec, <https://www.seao.ca/>

Dépenses opérationnelles de la vice-présidence des technologies de l’information

DESCRIPTION DE COMPTES	RÉEL 2018 Du 1 ^{er} jan au 31 décembre ⁽¹⁾
Charges reliées aux effectifs	10 178 878 \$
Administration	138 791 \$
Entretien équipements et logiciels	2 382 140 \$
Téléphonie (filaire et sans fil)	936 110 \$
Autres frais	201 879 \$
Services professionnels (consultants informatiques)	3 038 985 \$
TOTAL	16 876 783 \$

(1) données préliminaires – états financiers non finalisés

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 29 MARS 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-194

Liste des dépenses de fonctionnement, par année, depuis 10 ans.

COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC	
TOTAL DES CHARGES AU 31 DÉCEMBRE 2018 <u>NON VÉRIFIÉES</u>	
<u>Charges reliées aux effectifs de travail</u>	<u>92 751 299</u>
Gestion des ressources humaines	1 605 917
Services techniques	1 131 390
Frais juridiques	473 167
Télécommunication et entretien d'équipements informatiques	3 445 945
Frais de déplacement et séjour	2 141 914
Frais de postes, imprimés et fournitures	4 191 264
Relations publiques et publicité	766 125
Charges financières	1 090 784
Autres charges administratives	632 904
Gestion immobilière	6 158 363
<u>CHARGES RELIÉES AUX BIENS ET SERVICES</u>	<u>21 637 773</u>
Amortissement des immobilisations	6 484 586
Contribution à la CRT et bureau de permis	1 381 800
Autres	425 070
<u>CHARGES CORPORATIVES</u>	<u>8 291 455</u>
<u>CHARGES RELIÉES AUX AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI</u>	<u>26 345 304</u>
<u>Charges reliées au portefeuille de projet</u>	<u>4 074 362</u>
<u>Charges reliées au Plan de modernisation TI</u>	<u>3 594 380</u>
<u>TOTAL DES CHARGES</u>	<u>156 694 573</u>

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 29 MARS 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-195

Liste des bureaux régionaux et effectif étant rattachés, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans et fournir les prévisions pour 2019-2020.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec (CCQ) n'est pas assujetti à la *Loi sur la fonction publique*.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 29 MARS 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-196

Nombre de poursuites intentées par la CCQ contre des entrepreneurs et contre des travailleurs qui effectuaient des travaux ne respectant pas le champ d'application de l'article 19 de la Loi R-20 au cours des cinq dernières années.

Année 2018	
Employeurs	2 797
Salariés	3 372
TOTAL	6 169

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 29 MARS 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-197

Nombre de poursuites menées par la CCQ contre des entrepreneurs et contre des travailleurs relativement aux articles de la loi R-20 concernant des actes d’intimidation ou de violence sur les chantiers, par année, depuis cinq ans.

Poursuites recommandées par l’Unité des enquêtes spéciales au Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP)

Par année de réception du dossier

Nombre de recours pénaux recommandés par l’Unité des enquêtes spéciales (UES) au DPCP (Pour l’ensemble des activités de l’UES)	Dossiers reçus en 2018(1)
101 : Intimider une personne ou exercer à son égard des mesures discriminatoires, des représailles ou toute menace ou contrainte ayant pour but ou pour effet de porter atteinte à sa liberté syndicale	1
113.1 : Menaces ou intimidation dans le but d'entraver ou arrêter les activités sur un chantier	3
118 : Tenter de commettre une infraction, ou aide, ou incite quelqu'un à commettre ou tenter de commettre une telle infraction	0
122, 2e alinea : Congédier un employé suite à une plainte	1
57 et 113 : Arrêt ou ralentissement de travail et lock-out illégaux	500
Nombre total de recours pénaux recommandés par l’Unité des enquêtes spéciales au DPCP	505

(1) L'année du recours correspond à celle du dépôt de la plainte (année d’envoi)

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 29 MARS 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-198

Liste des mesures mises en place concernant l'accès et le maintien des femmes dans l'industrie de la construction, en indiquant le nombre moyen d'heures travaillées par les femmes par rapport aux hommes dans les métiers concernés et le revenu moyen annuel pour chacun des sexes, et ce, depuis cinq ans. Sommes dépensées par mesures.

L'industrie de la construction a lancé un nouveau Programme d'accès à l'égalité des femmes dans l'industrie de la construction (PAEF) 2015-2024 en mars 2015.

Les mesures réglementaires du premier PAEF de 1997 sont toujours en vigueur :

- **Délivrance d'un certificat de compétence occupation (CCO) :** Une femme diplômée dans l'une des six occupations spécialisées qui n'est pas sélectionnée lors du tirage au sort annuel est automatiquement admise au Cours de connaissance générale de l'industrie de la construction (CCGIC). Ce cours est obligatoire afin d'obtenir un certificat de compétence occupation;
- **Renouvellement d'un certificat de compétence occupation (CCO) :** Une femme qui a travaillé au moins 5 000 heures dans une occupation de l'industrie et qui a travaillé au moins une heure au cours d'une période consécutive de cinq années peut se voir renouveler son certificat (au lieu de 10 000 heures pour les hommes);
- **Carnet référence construction (CRC) :** Lorsque la CCQ réfère de la main-d'œuvre à un employeur, elle priorise systématiquement toutes les femmes correspondant aux critères de l'employeur.

Les principales mesures du PAEF 2015-2024

- En 2018
 - Soutien financier à un organisme communautaire pour un « projet d'intégration des femmes de métier dans l'industrie de la construction : une modèle d'intégration par le mentorat et l'accompagnement »
 - Lancement d'une troisième phase publicitaire de sa campagne « La mixité en chantier » par la diffusion d'une nouvelle capsule vidéo disponible sur le web et Facebook.
 - En collaboration avec Emploi-Québec et le Secrétariat à la condition féminine, le lancement de deux projets destinés aux organismes d'employabilité visant à accroître la présence des femmes sur les chantiers ont été soutenus. La CCQ s'occupe plus particulièrement d'assurer l'évaluation de ces projets.
- Lancement le 3 novembre 2017 de la Ligne relais-construction soutenant les victimes d'inconduites, de harcèlement et d'intimidation à caractère sexuel sur les chantiers de construction. En 2018 la CCQ a fait la promotion de cette ligne pour mieux informer les victimes potentielles de son existence.
- Entrée en vigueur, le 12 décembre 2016, de quatre mesures réglementaires favorisant l'accès et le maintien des femmes sur les chantiers :
- Lancement de la campagne *La mixité en chantier* visant à faire évoluer les mentalités. Programme de formation des femmes en entreprise.
- Service d'information et d'accompagnement des femmes.
- Priorisation des femmes inscrites aux activités de perfectionnement et au cours de connaissance générale de l'industrie permettant l'accès des occupations diplômées.
- Lancement d'un appel de projets dans le cadre de l'engagement commun du Secrétariat à la condition féminine, d'Emploi-Québec et de la CCQ à la Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2016-2021, destiné aux organismes d'employabilité partenaires d'Emploi-Québec.

- Poursuite du projet pilote novateur, où le SCF, EQ et la CCQ collaborent afin d'accroître la présence des femmes en emploi dans l'industrie de la construction sur la Côte-Nord.
- Publication par la CCQ du bilan annuel du PAEF ainsi que d'un nouvel outil statistique, basé sur l'analyse différenciée selon le sexe (ADS).

Faits saillants (données préliminaires au 21 mars 2018):

- **2018 est une année importante** quant à la progression des femmes sur les chantiers **puisqu'elles dépassent pour la première fois le seuil des 2,0% de main d'œuvre** sur les chantiers soit **2,13%** (vs 1,9% en 2017 et 1,6% en 2016)
- Ainsi **3 510** femmes ont été actives sur les chantiers en 2018 soit une hausse de **16,9%** (ou **508** femmes) de plus qu'en 2017 (3 002 femmes).
- De tous les nouveaux travailleurs entrant pour la première fois dans l'industrie les femmes constitue **6,2%** du groupe (soit **905** femmes sur **14 557** travailleurs). C'est une augmentation **19,6%** par rapport à 2017 (756 femmes)
- **2 662** entreprises ont engagé au moins une femme en 2018.
 - o C'est **10,3%** de toutes les entreprises en construction (25 845). Il faut noter que ce sont souvent les entreprises de grande taille qui engagent les femmes.
 - o Il s'agit d'une progression de **9,1%** par rapport à 2017) soit **223** entreprises de plus.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 29 MARS 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-199

Liste des règlements adoptés par le conseil d'administration de la CCQ depuis deux ans.

- Règlement sur la formation professionnelle de la main-d'œuvre de l'industrie de la construction.
- Règlement sur le registre, le rapport mensuel, les avis des employeurs et la désignation d'un représentant.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 29 MARS 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-200

Nombre de certificats de compétence décernés, ventilation par région et par métier ou occupation depuis cinq ans.

RÉPARTITION DE LA DÉLIVRANCE DES CERTIFICATS DE COMPÉTENCE-APPRENTI SELON LE MÉTIER – ANNÉE 2018

MÉTIERS	DIPLÔMÉS		NON DIPLÔMÉS		TOTAL	
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
Briqueur-maçon	403	6,11%	72	1,69%	475	4,37%
Calorifugeur	17	0,26%	34	0,80%	51	0,47%
Carreleur	120	1,82%	128	3,00%	248	2,28%
Charpentier-menuisier	2 237	33,90%	1 867	43,77%	4 104	37,78%
Chaudronnier	19	0,29%	0	0,00%	19	0,17%
Cimentier applicateur	115	1,74%	182	4,27%	297	2,73%
Couvreur	118	1,79%	531	12,45%	649	5,97%
Électricien	1 338	20,28%	2	0,05%	1 340	12,34%
Ferblantier	122	1,85%	189	4,43%	311	2,86%
Ferrailleur	50	0,76%	90	2,11%	140	1,29%
Grutier	52	0,79%	16	0,38%	68	0,63%
Mécanicien d'ascenseur	31	0,47%	10	0,23%	41	0,38%
Mécanicien de chantier	39	0,59%	6	0,14%	45	0,41%
Mécanicien de machinerie lourde	16	0,24%	6	0,14%	22	0,20%
Monteur assembleur	102	1,55%	113	2,65%	215	1,98%
Monteur-mécanicien (vitrier)	74	1,12%	118	2,77%	192	1,77%
Opérateur d'équipement lourd	110	1,67%	172	4,03%	282	2,60%
Opérateur de pelles mécaniques	78	1,18%	134	3,14%	212	1,95%
Peintre	123	1,86%	267	6,26%	390	3,59%
Plâtrier	135	2,05%	142	3,33%	277	2,55%
Poseur de systèmes intérieurs	191	2,89%	57	1,34%	248	2,28%
Poseur de revêtements souples	48	0,73%	35	0,82%	83	0,76%
Tuyauteur	724	10,97%	12	0,28%	736	6,78%
Mécanicien en protection incendie	63	0,95%	61	1,43%	124	1,14%
Frigoriste	273	4,14%	21	0,49%	294	2,71%
TOTAL	6 598	100,00%	4 265	100,00%	10 863	100,00%

**RÉPARTITION DE LA DÉLIVRANCE DES
CERTIFICATS DE COMPÉTENCE-APPRENTI
SELON LA RÉGION DE PLACEMENT – ANNÉE 2018**

RÉGION DE PLACEMENT	DIPLÔMÉS		NON DIPLÔMÉS		TOTAL	
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
Îles-de-la-Madeleine	2	0,03	6	0,14	8	0,07
Bas-St-Laurent / Gaspésie	186	2,82	59	1,38	245	2,26
Saguenay / Lac-St-Jean	216	3,27	188	4,41	404	3,72
Québec	1 139	17,26	652	15,29	1 791	16,49
Mauricie / Bois-Francs	381	5,77	166	3,89	547	5,04
Cantons-de-l'Est	207	3,14	269	6,31	476	4,38
Montréal	4 051	61,40	2 448	57,40	6 499	59,83
Outaouais	247	3,74	370	8,68	617	5,68
Nord-Ouest	97	1,47	86	2,02	183	1,68
Côte-Nord	63	0,95	19	0,45	82	0,75
Baie-James	9	0,14	2	0,05	11	0,10
Extérieur	0	0,00	0	0,00	0	0,00
TOTAL	6 598	100	4 265	100	10 863	100

**RÉPARTITION DE LA DÉLIVRANCE DES
CERTIFICATS DE COMPÉTENCE-OCCUPATION
SELON LA RÉGION DE PLACEMENT – ANNÉE 2018**

RÉGION DE PLACEMENT	DIPLÔMÉS		NON DIPLÔMÉS		TOTAL	
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
Îles-de-la-Madeleine	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Bas-St-Laurent / Gaspésie	28	4,88	0	0,00	28	0,50
Saguenay / Lac-St-Jean	40	6,97	20	0,40	60	1,08
Québec	85	14,81	628	12,60	713	12,82
Mauricie / Bois-Francs	32	5,57	136	2,73	168	3,02
Cantons-de-l'Est	24	4,18	128	2,57	152	2,73
Montréal	298	51,92	3 655	73,31	3 953	71,10
Outaouais	26	4,53	343	6,88	369	6,64
Nord-Ouest	18	3,14	66	1,32	84	1,51
Côte-Nord	23	4,01	2	0,04	25	0,45
Baie-James	0	0,00	8	0,16	8	0,14
Extérieur	0	0,00	0	0,00	0	0,00
TOTAL	574	100	4 986	100	5 560	100

NOMBRE DE CERTIFICATS DE COMPÉTENCE-COMPAGNON ÉMIS EN 2018

RAISON DE LA DÉLIVRANCE	LE SALARIÉ A DÉJÀ ÉTÉ TITULAIRE COMPAGNON	LE SALARIÉ N'A JAMAIS ÉTÉ TITULAIRE COMPAGNON
TOTAL	98 380	14 863

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 29 MARS 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-201

Suites données à la résolution du conseil d'administration A-67-14 du 20 novembre 2014 en termes de ressources humaines supplémentaires embauchées.

Ce numéro de résolution n'appartient pas à la Commission de la construction du Québec.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 29 MARS 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-202

Nombre de travailleurs manquants ou en surplus, ventilé par région et par métier ou occupation depuis cinq ans, par année financière. Fournir les prévisions pour 2019-2020.

La réglementation considère qu'il y a pénurie lorsque moins de 5% de la main-d'œuvre apprentie ou exerçant une occupation se trouve disponible, c'est-à-dire n'a pas d'emploi rapporté. La CCQ procède alors à ce que l'on appelle couramment « l'ouverture d'un bassin de main-d'œuvre ». Des personnes non détentrices d'un DEP peuvent alors obtenir un certificat de compétence dans un métier ou une occupation, à condition de démontrer qu'un employeur leur garantit au moins 150 heures de travail sur au plus trois mois, et qu'elle détient un cours de sécurité.

Les bassins de main-d'œuvre sont mis à jour sur une base quotidienne. Les ouvertures de bassins sont fréquentes et sont affichées sur le site Internet de la CCQ. Le tableau ci-joint comprend les chiffres détaillés des admissions de main-d'œuvre par métier et occupation pour 2018.

En 2018, 8 858 personnes ont été admises en situation de pénurie, comparativement à 4 452 en 2017. Cette forte augmentation s'explique par le niveau élevé d'activité des secteurs « génie civil » et « commercial ». Plus de 50% des admissions répondent aux ouvertures du bassin de main-d'œuvre « occupation », près de 20% pour celui des charpentiers-menuisiers. Un nombre de 7 150 personnes ont été admises avec un DEP en 2018, soit un nombre similaire à celui de 2017 (7 018).

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 29 MARS 2019

	ÎLES-DE-LA-MADELEINE			BAS ST-LAURENT - GASPÉSIE			SAGUENAY - LAC-ST-JEAN			QUÉBEC			MAURICIE - BOIS-FRANCS			CANTONS-DE-L'EST			MONTRÉAL			OUTAOUAIS			NORD-OUEST			CÔTE-NORD			BAIE JAMES			EXTÉRIEUR			TOTAL PROVINCIAL		
MÉTIER	Dip.	Non-dip.	Total	Dip.	Non-dip.	Total	Dip.	Non-dip.	Total	Dip.	Non-dip.	Total	Dip.	Non-dip.	Total	Dip.	Non-dip.	Total	Dip.	Non-dip.	Total	Dip.	Non-dip.	Total	Dip.	Non-dip.	Total	Dip.	Non-dip.	Total	Dip.	Non-dip.	Total	Dip.	Non-dip.	Total			
Briqueur-maçon	0	0	0	6	0	6	2	0	2	43	19	62	22	0	22	13	7	20	298	38	336	19	8	27	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	403	72	475		
Calorifugeur	0	0	0	0	1	1	0	3	3	2	12	14	0	5	5	0	7	7	15	3	18	0	1	1	0	2	2	0	0	0	0	0	0	0	17	34	51		
Carreleur	0	0	0	1	2	3	1	2	3	20	0	20	0	15	15	0	6	6	97	81	178	0	21	21	0	1	1	1	0	1	0	0	0	0	120	128	248		
Charpentier-menuisier	1	4	5	110	1	111	101	85	186	464	299	763	176	1	177	106	101	207	1,117	1,250	2,367	78	95	173	54	30	84	26	1	27	4	0	4	0	0	2,237	1,867	4,104	
Chaudronnier	0	0	0	1	0	1	0	0	0	3	0	3	3	0	3	0	0	0	12	0	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	19	0	19		
Cimentier-applicateur	0	1	1	0	5	5	0	7	7	16	18	34	0	17	17	0	16	16	99	99	198	0	16	16	0	2	2	0	1	1	0	0	0	0	0	115	182	297	
Couvreur	0	0	0	0	11	11	0	19	19	35	61	96	3	50	53	2	45	47	77	261	338	1	71	72	0	9	9	0	4	4	0	0	0	0	0	118	531	649	
Électricien	1	0	1	28	0	28	47	0	47	206	0	206	85	0	85	42	0	42	781	2	783	98	0	98	29	0	29	21	0	21	0	0	0	0	0	1,338	2	1,340	
Ferblantier	0	0	0	1	3	4	3	1	4	21	19	40	6	15	21	1	1	2	88	133	221	0	14	14	1	0	1	1	3	4	0	0	0	0	0	122	189	311	
Ferrailleur	0	0	0	1	1	2	1	6	7	1	25	26	1	4	5	1	3	4	45	47	92	0	0	0	0	3	3	0	1	1	0	0	0	0	0	50	90	140	
Grutier	0	0	0	0	0	0	1	0	1	3	2	5	2	1	3	0	0	0	41	12	53	3	1	4	2	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	52	16	68	
Mécanicien d'ascenseur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6	6	12	0	2	2	0	0	0	25	0	25	0	2	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	31	10	41	
Mécanicien de chantier	0	0	0	1	1	2	4	3	7	0	2	2	1	0	1	0	0	0	27	0	27	1	0	1	2	0	2	3	0	3	0	0	0	0	0	39	6	45	
Mécanicien de machinerie lourde	0	0	0	1	0	1	1	3	4	3	0	3	3	0	3	0	0	0	6	3	9	0	0	0	0	0	0	2	0	2	0	0	0	0	0	16	6	22	
Monteur-assembleur	0	0	0	4	0	4	0	8	8	7	23	30	1	3	4	2	6	8	86	67	153	2	1	3	0	3	3	0	2	2	0	0	0	0	0	102	113	215	
Monteur-mécanicien (vitrier)	0	0	0	0	4	4	0	3	3	11	16	27	0	2	2	0	3	3	62	71	133	1	9	10	0	7	7	0	3	3	0	0	0	0	0	74	118	192	
Opérateur d'équipements lourds	0	0	0	3	0	3	4	25	29	21	38	59	4	0	4	0	0	0	73	84	157	3	18	21	0	6	6	1	0	1	1	1	2	0	0	0	110	172	282
Opérateur de pelles mécaniques	0	0	0	3	0	3	5	1	6	20	12	32	3	0	3	3	21	24	38	68	106	5	17	22	1	14	15	0	0	0	0	1	1	0	0	78	134	212	
Peintre	0	0	0	1	15	16	8	13	21	32	22	54	0	33	33	0	37	37	78	90	168	2	54	56	0	1	1	0	2	2	2	0	2	2	0	0	123	267	390
Plâtrier	0	0	0	2	0	2	3	0	3	38	13	51	7	10	17	0	6	6	80	101	181	3	10	13	0	2	2	0	0	0	2	0	0	0	0	135	142	277	
Poseur de systèmes intérieurs	0	0	0	0	4	4	0	3	3	12	32	44	6	0	6	2	5	7	169	0	169	2	9	11	0	3	3	0	1	1	0	0	0	0	0	191	57	248	
Poseur de revêtements souples	0	0	0	0	7	7	0	2	2	7	7	14	1	2	3	0	5	5	39	1	40	0	9	9	0	1	1	1	1	2	0	0	0	0	0	48	35	83	
Tuyauteur	0	1	1	19	0	19	31	0	31	127	0	127	42	0	42	19	0	19	447	1	448	29	8	37	5	2	7	5	0	5	0	0	0	0	0	724	12	736	
Mécanicien en protection incendie	0	0	0	0	3	3	0	4	4	2	25	27	1	5	6	0	0	0	60	24	84	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	63	61	124	
Frigoriste	0	0	0	4	1	5	4	0	4	39	1	40	14	1	15	16	0	16	191	12	203	0	6	6	3	0	3	2	0	2	0	0	0	0	0	273	21	294	
Sous-total	2	6	8	186	59	245	216	188	404	1,139	652	1,791	381	166	547	207	269	476	4,051	2,448	6,499	247	370	617	97	86	183	63	19	82	9	2	11	0	0	0	6,598	4,265	10,863
Occupation	0	0	0	28	0	28	40	20	60	85	628	713	32	136	168	24	128	152	298	3,655	3,953	26	343	369	18	66	84	23	2	25	0	8	8	0	0	0	574	4,986	5,560
GRAND TOTAL	2	6	8	214	59	273	256	208	464	1,224	1,280	2,504	413	302	715	231	397	628	4,349	6,103	10,452	273	713	986	115	152	267	86	21	107	9	10	19	0	0	0	7,172	9,251	16,423

Légende:

Dip.: Diplômés
Non-dip.: Non diplômés

Rapports PF840 & PF845

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-203

Nombre d’heures travaillées par métier ou par occupation au cours des cinq dernières années.
Fournir une ventilation par mois et par région.

Métier/occupation prioritaire	Région de domicile	2018 provisoires
003)Briqueur-maçon	Total du métier/occupation	4 337 878
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	55 610
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	94 067
	30)Québec	594 233
	40)Mauricie-Bois-Francis	189 105
	50)Estrie	189 539
	60)Grand Montréal	3 043 542
	70)Outaouais	140 426
	80)Abitibi-Témiscamingue	17 959
	90)Côte-Nord	9 019
	99)Extérieur	4 378
006)Calorifugeur	Total du métier/occupation	1 283 990
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	20 163
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	67 784
	30)Québec	257 314
	40)Mauricie-Bois-Francis	83 171
	50)Estrie	65 719
	60)Grand Montréal	725 214
	70)Outaouais	43 568
	80)Abitibi-Témiscamingue	17 964
	90)Côte-Nord	2 660
	99)Extérieur	435
009)Carreleur	Total du métier/occupation	1 940 323
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	39 380
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	37 147
	30)Québec	410 911
	40)Mauricie-Bois-Francis	76 369
	50)Estrie	119 140
	60)Grand Montréal	1 170 478
	70)Outaouais	50 690
	80)Abitibi-Témiscamingue	20 888
	90)Côte-Nord	15 317
	99)Extérieur	3
012)Charpentier-menuisier	Total du métier/occupation	40 789 570
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	1 819 566
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	1 794 399
	30)Québec	9 311 262
	40)Mauricie-Bois-Francis	2 973 785
	50)Estrie	1 911 251
	60)Grand Montréal	19 977 182
	70)Outaouais	1 430 774
	80)Abitibi-Témiscamingue	935 040
	84)Baie-James	44 815
	90)Côte-Nord	581 189
	99)Extérieur	10 306

015)Chaudronnier	Total du métier/occupation	716 873
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	63 317
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	96 442
	30)Québec	65 090
	40)Mauricie-Bois-Francis	97 781
	50)Estrie	34 234
	60)Grand Montréal	314 409
	70)Outaouais	3 804
	80)Abitibi-Témiscamingue	11 229
	90)Côte-Nord	30 456
	99)Extérieur	111
018)Cimentier-applicateur	Total du métier/occupation	3 047 583
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	37 937
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	78 333
	30)Québec	525 977
	40)Mauricie-Bois-Francis	200 225
	50)Estrie	90 582
	60)Grand Montréal	1 977 820
	70)Outaouais	89 754
	80)Abitibi-Témiscamingue	25 204
	84)Baie-James	
	90)Côte-Nord	16 606
	99)Extérieur	5 146
021)Couvreur	Total du métier/occupation	3 957 502
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	92 797
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	123 889
	30)Québec	572 876
	40)Mauricie-Bois-Francis	327 724
	50)Estrie	179 263
	60)Grand Montréal	2 416 191
	70)Outaouais	164 079
	80)Abitibi-Témiscamingue	65 692
	90)Côte-Nord	13 884
	99)Extérieur	1 108
024)Électricien	Total du métier/occupation	21 282 384
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	531 761
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	651 421
	30)Québec	3 243 024
	40)Mauricie-Bois-Francis	1 186 634
	50)Estrie	662 440
	60)Grand Montréal	13 667 583
	70)Outaouais	692 227
	80)Abitibi-Témiscamingue	341 077
	84)Baie-James	1 973
	90)Côte-Nord	289 729
	99)Extérieur	14 515
030)Ferblantier	Total du métier/occupation	5 098 728
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	97 127
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	174 970
	30)Québec	757 159
	40)Mauricie-Bois-Francis	275 994
	50)Estrie	119 617
	60)Grand Montréal	3 435 026
	70)Outaouais	140 370
	80)Abitibi-Témiscamingue	63 660
	84)Baie-James	
	90)Côte-Nord	32 626
	99)Extérieur	2 180
033)Ferrailleur	Total du métier/occupation	1 821 340

	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	48 924
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	35 446
	30)Québec	321 481
	40)Mauricie-Bois-Francis	90 261
	50)Estrie	77 627
	60)Grand Montréal	1 162 463
	70)Outaouais	42 503
	80)Abitibi-Témiscamingue	20 614
	84)Baie-James	
	90)Côte-Nord	20 676
	99)Extérieur	1 346
036)Frigoriste	Total du métier/occupation	4 895 243
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	79 289
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	123 848
	30)Québec	679 145
	40)Mauricie-Bois-Francis	264 838
	50)Estrie	188 330
	60)Grand Montréal	3 395 028
	70)Outaouais	71 806
	80)Abitibi-Témiscamingue	56 175
	84)Baie-James	
	90)Côte-Nord	29 943
	99)Extérieur	6 840
039)Grutier	Total du métier/occupation	2 280 442
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	67 175
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	117 426
	30)Québec	315 625
	40)Mauricie-Bois-Francis	155 077
	50)Estrie	65 395
	60)Grand Montréal	1 343 042
	70)Outaouais	75 525
	80)Abitibi-Témiscamingue	65 991
	84)Baie-James	
	90)Côte-Nord	73 940
	99)Extérieur	1 247
042)Mécanicien d'ascenseur	Total du métier/occupation	1 661 851
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	6 988
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	11 868
	30)Québec	276 502
	40)Mauricie-Bois-Francis	13 524
	50)Estrie	23 089
	60)Grand Montréal	1 289 541
	70)Outaouais	19 689
	80)Abitibi-Témiscamingue	10 359
	90)Côte-Nord	
	99)Extérieur	10 291
045)Mécanicien de chantier	Total du métier/occupation	722 181
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	74 895
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	85 247
	30)Québec	64 588
	40)Mauricie-Bois-Francis	104 088
	50)Estrie	12 255
	60)Grand Montréal	301 896
	70)Outaouais	4 114
	80)Abitibi-Témiscamingue	15 027
	84)Baie-James	
	90)Côte-Nord	59 976
	99)Extérieur	96

048)Mécanicien de machines lourdes	Total du métier/occupation	342 615
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	49 058
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	40 375
	30)Québec	87 723
	40)Mauricie-Bois-Francis	24 866
	50)Estrie	10 971
	60)Grand Montréal	89 329
	70)Outaouais	1 715
	80)Abitibi-Témiscamingue	1 310
	84)Baie-James	
	90)Côte-Nord	37 270
	99)Extérieur	
051)Mécanicien en protection-incendie	Total du métier/occupation	1 749 015
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	30 178
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	52 781
	30)Québec	332 558
	40)Mauricie-Bois-Francis	60 773
	50)Estrie	50 170
	60)Grand Montréal	1 170 759
	70)Outaouais	17 678
	80)Abitibi-Témiscamingue	12 084
	90)Côte-Nord	9 276
	99)Extérieur	12 759
053)Monteur-assembleur	Total du métier/occupation	4 071 350
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	153 757
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	258 027
	30)Québec	634 365
	40)Mauricie-Bois-Francis	247 412
	50)Estrie	99 709
	60)Grand Montréal	2 427 753
	70)Outaouais	76 451
	80)Abitibi-Témiscamingue	84 977
	84)Baie-James	
	90)Côte-Nord	87 694
	99)Extérieur	1 205
057)Monteur-mécanicien vitrier	Total du métier/occupation	2 594 135
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	25 297
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	57 940
	30)Québec	356 638
	40)Mauricie-Bois-Francis	85 315
	50)Estrie	67 247
	60)Grand Montréal	1 891 748
	70)Outaouais	65 874
	80)Abitibi-Témiscamingue	34 614
	90)Côte-Nord	8 524
	99)Extérieur	940
060)Opérateur de pelles	Total du métier/occupation	6 832 986
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	308 803
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	376 284
	30)Québec	1 364 458
	40)Mauricie-Bois-Francis	508 881
	50)Estrie	340 818
	60)Grand Montréal	3 355 099
	70)Outaouais	207 805
	80)Abitibi-Témiscamingue	176 499
	84)Baie-James	6 963
	90)Côte-Nord	185 972

	99)Extérieur	1 406
063)Opérateur d'équipement lourd	Total du métier/occupation	5 404 021
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	366 355
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	280 583
	30)Québec	1 084 368
	40)Mauricie-Bois-Francis	412 946
	50)Estrie	175 412
	60)Grand Montréal	2 577 073
	70)Outaouais	182 289
	80)Abitibi-Témiscamingue	130 461
	84)Baie-James	12 649
	90)Côte-Nord	173 553
	99)Extérieur	8 332
066)Peintre	Total du métier/occupation	4 886 398
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	151 524
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	159 077
	30)Québec	890 916
	40)Mauricie-Bois-Francis	275 532
	50)Estrie	168 798
	60)Grand Montréal	2 872 337
	70)Outaouais	230 479
	80)Abitibi-Témiscamingue	80 464
	84)Baie-James	8 121
	90)Côte-Nord	48 580
	99)Extérieur	571
069)Plâtrier	Total du métier/occupation	3 037 466
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	19 098
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	62 322
	30)Québec	693 698
	40)Mauricie-Bois-Francis	146 009
	50)Estrie	91 041
	60)Grand Montréal	1 880 514
	70)Outaouais	122 704
	80)Abitibi-Témiscamingue	11 380
	84)Baie-James	1 975
	90)Côte-Nord	8 117
	99)Extérieur	608
072)Poseur de revêtements souples	Total du métier/occupation	948 282
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	44 281
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	34 748
	30)Québec	173 761
	40)Mauricie-Bois-Francis	40 841
	50)Estrie	25 506
	60)Grand Montréal	573 297
	70)Outaouais	30 785
	80)Abitibi-Témiscamingue	9 662
	84)Baie-James	
	90)Côte-Nord	14 242
	99)Extérieur	1 160
075)Poseur de systèmes intérieurs	Total du métier/occupation	3 178 424
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	9 562
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	33 433
	30)Québec	444 047
	40)Mauricie-Bois-Francis	125 368
	50)Estrie	52 216
	60)Grand Montréal	2 424 826
	70)Outaouais	81 397

	80)Abitibi-Témiscamingue	4 565
	90)Côte-Nord	3 011
	99)Extérieur	
081)Tuyauteur	Total du métier/occupation	11 166 566
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	278 054
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	312 717
	30)Québec	1 792 479
	40)Mauricie-Bois-Francis	706 567
	50)Estrie	306 781
	60)Grand Montréal	7 071 348
	70)Outaouais	360 543
	80)Abitibi-Témiscamingue	199 558
	84)Baie-James	365
	90)Côte-Nord	128 742
	99)Extérieur	9 413
910)Boutefeu et foreur	Total du métier/occupation	632 253
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	57 127
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	60 774
	30)Québec	126 202
	40)Mauricie-Bois-Francis	26 462
	50)Estrie	39 172
	60)Grand Montréal	212 677
	70)Outaouais	28 890
	80)Abitibi-Témiscamingue	13 101
	84)Baie-James	
	90)Côte-Nord	67 154
	99)Extérieur	694
920)Manoeuvre	Total du métier/occupation	17 155 512
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	379 801
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	334 654
	30)Québec	2 385 205
	40)Mauricie-Bois-Francis	685 437
	50)Estrie	304 109
	60)Grand Montréal	11 978 586
	70)Outaouais	608 752
	80)Abitibi-Témiscamingue	139 028
	84)Baie-James	17 624
	90)Côte-Nord	221 709
	99)Extérieur	100 609
930)Main-d'oeuvre de lignes	Total du métier/occupation	3 293 934
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	166 855
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	368 182
	30)Québec	738 596
	40)Mauricie-Bois-Francis	359 525
	50)Estrie	89 511
	60)Grand Montréal	1 249 253
	70)Outaouais	133 495
	80)Abitibi-Témiscamingue	48 546
	84)Baie-James	
	90)Côte-Nord	139 971
	99)Extérieur	
940)Soudeur	Total du métier/occupation	868 709
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	29 433
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	47 031
	30)Québec	96 702
	40)Mauricie-Bois-Francis	59 064
	50)Estrie	26 991
	60)Grand Montréal	537 549
	70)Outaouais	10 631

	80)Abitibi-Témiscamingue	29 049
	84)Baie-James	13
	90)Côte-Nord	30 896
	99)Extérieur	1 350
950)Autres occupations	Total du métier/occupation	2 699 746
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	153 854
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	179 750
	30)Québec	442 454
	40)Mauricie-Bois-Francis	165 977
	50)Estrie	119 093
	60)Grand Montréal	1 391 583
	70)Outaouais	50 169
	80)Abitibi-Témiscamingue	40 661
	84)Baie-James	4 106
	90)Côte-Nord	131 763
	99)Extérieur	20 336
Total général		162 697 299

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 29 MARS 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-204

Prévisions de surplus ou de manque de main-d'œuvre par métier ou par occupation, pour les cinq prochaines années.

Le marché du travail a subi des mutations au courant des dernières années ; le vieillissement démographique a commencé à faire son œuvre et la croissance économique a été relativement forte au Québec. Il s'en est suivi une diminution du taux de chômage qui peut être vécu difficilement par les employeurs, peinant de plus en plus pour trouver de la main-d'œuvre disponible.

La Commission de la construction du Québec (CCQ) possède ses propres mécanismes lorsque la disponibilité des titulaires de certificat de compétence des travailleurs pour une région donnée descend sous la barre de 5 % ; elle peut alors émettre des certificats de compétence à de nouveaux travailleurs non diplômés pour permettre au marché de se rééquilibrer. Cela s'effectue par ce qui est appelé communément les ouvertures de bassin en situation de « pénurie ». Avec la hausse considérable de l'activité survenue en 2018, les émissions de certificat de compétence en situation de pénurie ont augmenté de façon importante. Les mécanismes de gestion de la main-d'œuvre de la CCQ ont donc permis de répondre à un besoin important de travailleurs.

À la question pour savoir si ce nombre de nouvelles personnes aura été suffisant est plus complexe à répondre. Est-ce que le marché du travail québécois aurait pu fournir plus de main-d'œuvre dans un contexte de taux de chômage très bas? Répondre à cette question est un exercice complexe et les données sur l'émission de certificats de compétences en situation de pénurie seules ne sont pas suffisantes pour faire la lumière sur ces enjeux.

Dans un autre ordre d'idée, la Commission effectue aux trois ans une tournée auprès des membres du Comité sur la formation professionnelle de l'industrie de la construction (CFPIC) afin de déterminer les besoins de nouveaux travailleurs qui seront nécessaires pour les 5 prochaines années. Mais elles ne sont en aucune manière un calcul de *manque* de main-d'œuvre à venir.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale
DATE : 29 mars 2019

Perspectives d'emploi dans les métiers et occupations de la construction

	Perspectives d'emploi de 2018 à 2022*	Commentaires
Arpenteur	Plutôt bonnes	Emploi en légère baisse, disponibilité faible. Roulement notable.
Boutefeu-foreur	Plutôt bonnes	Emploi en forte baisse, disponibilité faible. Roulement élevé.
Briqueur-maçon	Plutôt bonnes	Emploi stable, bonne disponibilité. Roulement notable.
Calorifugeur	Plutôt bonnes	Emploi stable, disponibilité élevée. Les finissants se placent très bien.
Carreleur	Plutôt bonnes	Emploi stable, bonne disponibilité. Roulement notable.
Charpentier-menuisier (incluant les spécialités de coffreur de béton, de poseur de fondations profondes et de parqueteur-sableur)	Plutôt bonnes	Emploi en légère baisse, bonne disponibilité. Les finissants se placent très bien. Roulement notable.
Chaudronnier	Plutôt limitées	Emploi en légère baisse, disponibilité très élevée. Vieillesse des travailleurs.
Cimentier-applicateur	Plutôt bonnes	Emploi stable, bonne disponibilité. Roulement notable.
Couvreur	Excellentes	Emploi stable, très faible disponibilité. Les finissants se placent très bien. Roulement élevé.
Électricien (excluant la spécialité d'installateur de systèmes de sécurité)	Plutôt bonnes	Emploi stable, disponibilité élevée. Roulement notable.
Électricien en installation de systèmes de sécurité	Plutôt bonnes	Emploi stable, disponibilité élevée. Roulement notable.
Ferblantier	Plutôt bonnes	Emploi stable, disponibilité bonne. Les finissants se placent très bien.
Ferrailleur	Plutôt bonnes	Emploi stable, disponibilité bonne.
Frigoriste	Excellentes	Emploi stable, très faible disponibilité. Les finissants se placent très bien. Roulement notable.

* Méthodologie :

Les besoins de main-d'œuvre par métier sont classés en six catégories (très limitées, limitées, plutôt limitées, plutôt bonnes, bonnes et excellentes), d'après les résultats de cinq paramètres.

(1) Croissance annuelle moyenne du volume de travail prévue de 2018 à 2022.

(2) Taux moyen de disponibilité (une mesure du chômage), en juin 2018, des détenteurs de certificats de compétence (apprentis, compagnons, occupations), selon les registres de la CCQ.

(3) Taux de chômage des nouveaux diplômés, en juin 2015, selon l'enquête La Relance au secondaire en formation professionnelle, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur du Québec.

(4) Taux d'érosion prévu de la main-d'œuvre (départs nets avant intégration de nouveaux travailleurs), selon les registres de la CCQ.

(5) Proportion des salariés âgés de 55 ans et plus en 2017, selon les registres de la CCQ.

	Perspectives d'emploi de 2018 à 2022*	Commentaires
Grutier (incluant la spécialité d'opérateur de pompes à béton munies d'un mât de distribution)	Plutôt bonnes	Emploi en légère baisse, bonne disponibilité. Vieillessement des travailleurs.
Mécanicien d'ascenseur	Bonnes	Emploi stable, faible disponibilité. Les finissants se placent très bien.
Mécanicien de machines lourdes	Plutôt bonnes	Emploi en forte baisse, disponibilité élevée. Roulement élevé. Vieillessement des travailleurs.
Mécanicien en protection-incendie	Plutôt bonnes	Emploi stable, bonne disponibilité. Roulement notable.
Mécanicien industriel de chantier	Plutôt limitées	Emploi en légère baisse, disponibilité très élevée. Vieillessement des travailleurs.
Monteur-assembleur	Plutôt bonnes	Emploi stable, disponibilité bonne. Les finissants se placent très bien.
Monteur de lignes	Plutôt bonnes	Emploi stable, disponibilité faible. Roulement élevé. Vieillessement des travailleurs.
Monteur-mécanicien (vitrier)	Excellentes	Emploi stable, faible disponibilité. Les finissants se placent très bien. Roulement notable.
Opérateur d'équipement lourd	Plutôt bonnes	Emploi en légère baisse, disponibilité élevée. Vieillessement des travailleurs.
Opérateur de pelles	Plutôt bonnes	Emploi en légère baisse, disponibilité élevée. Vieillessement des travailleurs.
Peintre	Plutôt bonnes	Emploi stable, bonne disponibilité. Roulement notable. Vieillessement des travailleurs.
Plâtrier	Excellentes	Emploi stable, faible disponibilité. Roulement élevé.
Poseur de revêtements souples	Bonnes	Emploi stable, bonne disponibilité. Les finissants se placent très bien. Roulement notable. Vieillessement des travailleurs.
Poseur de systèmes intérieurs	Plutôt bonnes	Emploi stable, disponibilité bonne. Roulement notable.
Scaphandrier (plongeur professionnel)	Plutôt bonnes	Emploi en légère baisse, disponibilité faible. Roulement notable.
Soudeur	Excellentes	Emploi en légère baisse, disponibilité faible. Roulement élevé.
Soudeur en tuyauterie (haute pression)	Plutôt limitées	Emploi en légère baisse, disponibilité très élevée. Vieillessement des travailleurs.
Tuyauteur	Plutôt bonnes	Emploi stable, disponibilité élevée. Les finissants se placent très bien. Roulement notable.

Source : CCQ, août 2018.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-205

Composition, budgets, mandats et rapports des comités de main d'œuvre Ontario-Québec.

Sans objet.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 29 MARS 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-206

Nombre d’exemptions de l’obligation de détenir un certificat de compétence accordées au cours des cinq dernières années et motifs.

MOTIFS	NOMBRE D'EXEMPTIONS ÉMISES EN 2018
Pénurie (art. 14.6)	826
Personne indispensable (art. 14.4)	925
Enfant d'employeur (art. 14.5)	3 343
Pénurie - sans préalables scolaires	4 977
Stages d'été	217
Ententes interprovinciales (art. 4)	460
Salarié occasionnel (art. 14.7)	0
Autres*	1 869
TOTAL	12 617

*Autres : 1 869 exemptions, dont 1 547 exemptions découlant du comité de révision; 32 exemptions découlant de nouveaux assujettissements, dont les pompes à béton et 290 exemptions « autres ».

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 29 MARS 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-207

Nombre d’inspections effectuées par la CCQ, liste des chantiers ayant fait l’objet d’une enquête et résultats des enquêtes pour les cinq dernières années.

Inspections de chantier et vérifications aux livres	2018
Nombre de visites de chantier effectuées	43 130
Chantiers différents visités	20 050
Nombre d’infractions constatées	7 408
Nombre d’infractions pour non-détention de certificat de compétence	3 200
Nombre d’infractions pour non-détention de licence de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ)	769
Nombre de situations d’heures potentiellement non déclarées	1 698
% des visites avec infractions pour non –détention de certificat de compétence, de licence ou heures potentiellement non déclarées	8.31%
Nombre de vérifications aux livres menées	1395
% des interventions avec résultat (montant réclamé ou poursuite pénale)	61.86%
Millions d’heures réclamées	1 027 572
Millions \$ réclamés	23 251 785\$
Taux de perception avant judiciarisation	67,79%

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 29 MARS 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-208

Évolution du nombre d'inspecteurs à l'emploi de la CCQ, depuis cinq ans, par année ainsi que les prévisions d'embauche pour 2018-2019.

Année	Nombre
2018	230

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 29 MARS 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-209

Évolution du nombre d’employés dédiés à la lutte contre le travail au noir à la CCQ depuis cinq ans, par année.

Année	Nombre
2018	400

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 29 MARS 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-210

Tout document relatif à la subvention octroyée par le ministère du Travail afin de lutter contre le travail au noir.

Pour l'exercice 2018-2019, la Commission de la construction du Québec a reçu 4,2 M\$ du gouvernement. Cette subvention permet de financer 40 ressources additionnelles dédiées à la lutte contre le travail au noir et l'évasion fiscale, incluant la fausse facturation et le blanchiment d'argent.

© Éditeur officiel du Québec, 2019

828

GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC, 13 mars 2019, 151^e année, n° 11

Partie 2

Gouvernement du Québec

Décret 148-2019, 20 février 2019

CONCERNANT la nomination de membres indépendants du conseil d'administration de la Société des Traversiers du Québec

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 6 de la Loi sur la Société des Traversiers du Québec (chapitre S-14), la Société est administrée par un conseil d'administration composé de neuf membres, dont le président du conseil et le président-directeur général;

ATTENDU QU'en vertu du deuxième alinéa de l'article 6 de cette loi, le gouvernement nomme les membres du conseil, autres que le président de celui-ci et le président-directeur général, en tenant compte des profils de compétence et d'expérience approuvés par le conseil et ces membres sont nommés pour un mandat d'au plus quatre ans;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 7 de cette loi, les membres du conseil d'administration, autres que le président-directeur général, ne sont pas rémunérés, sauf dans les cas, aux conditions et dans la mesure que peut déterminer le gouvernement, mais ils ont cependant droit au remboursement des dépenses faites dans l'exercice de leurs fonctions, aux conditions et dans la mesure que détermine le gouvernement;

ATTENDU QU'en vertu du deuxième alinéa de l'article 9 de cette loi, toute vacance parmi les membres du conseil d'administration est comblée suivant les règles de nomination prévues à leur égard;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 908-2014 du 15 octobre 2014, mesdames Julie Coulombe-Godbout et Fabienne Desroches ont été nommées de nouveau membres indépendantes du conseil d'administration de la Société des Traversiers du Québec, qu'elles ont démissionné de leurs fonctions et qu'il y a lieu de pourvoir à leur remplacement;

ATTENDU QU'il y a un poste vacant et qu'il y a lieu de le pourvoir;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Transports :

QUE les personnes suivantes soient nommées membres indépendants du conseil d'administration de la Société des Traversiers du Québec pour un mandat de quatre ans à compter des présentes :

—madame Nancy Leblanc, avocate associée, Leblanc Dostie, avocats, en remplacement de madame Julie Coulombe-Godbout;

—monsieur Hugo Legris Tremblay, auditeur interne, Mouvement Desjardins;

—monsieur Jean-François Mongeau, directeur des ressources financières et de l'informatique, Cégep de Sorel-Tracy, en remplacement de madame Fabienne Desroches;

QUE les personnes nommées soient remboursées des frais de voyage et de séjour occasionnés par l'exercice de leurs fonctions, conformément aux règles applicables aux membres d'organismes gouvernementaux adoptées par le gouvernement par le décret numéro 2500-83 du 30 novembre 1983 et les modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

70126

Gouvernement du Québec

Décret 149-2019, 20 février 2019

CONCERNANT le versement d'une subvention de 4 200 000 \$ à la Commission de la construction du Québec pour l'exercice financier 2018-2019

ATTENDU QUE la Commission de la construction du Québec est une personne morale instituée en vertu de l'article 2 de la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction (chapitre R-20);

ATTENDU QUE la Commission de la construction du Québec a mis sur pied différents projets pour intensifier la force de ses interventions dans la lutte contre le travail non déclaré et l'évasion fiscale et les poursuivra au cours de l'exercice financier 2018-2019;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale à verser à la Commission de la construction du Québec une subvention de 4 200 000 \$ pour l'exercice financier 2018-2019 pour la réalisation de ces projets;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe a de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6), tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du

gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000\$;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale :

QUE le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale soit autorisé à verser à la Commission de la construction du Québec une subvention de 4 200 000 \$ pour l'exercice financier 2018-2019.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

70127

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 29 MARS 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-211

Copie des études, analyses, recherches, scénarios ou projections concernant la création de deux nouvelles régions de placement dans le Nord-du-Québec.

Le conseil des ministres a adopté le règlement prévoyant la création de la région Nunavik en février 2016. Ce règlement prévoit la création de la région en 2017, et la mise en œuvre de 4 mesures transitoires. Ces mesures transitoires sont entrées en vigueur le 10 mars 2016. Elles permettent la création d'un bassin de main-d'œuvre et son développement. La création de la région Nunavik a été réalisée le 30 juin 2017.

La création des régions doit permettre :

- De prendre acte du découpage actuel du territoire dans le Nord-du-Québec, au Nunavik et dans la région Eeyou Itschee Baie-James;
- De développer le bassin de la main-d'œuvre dans le Nunavik en cohérence avec la vision de développement du territoire des autorités inuites, ainsi que dans la région Eeyou Istchee Baie-James en cohérence avec la vision du développement des autorités criées et jamésiennes ;
- D'aligner les pratiques de l'industrie avec les orientations gouvernementales en matière d'affaires autochtones ainsi qu'avec la stratégie du gouvernement du Québec pour le Plan Nord et le développement économique du Nord-du-Québec.

La création d'une région Nunavik (territoires au nord du 55^e parallèle) vient diminuer l'étendue de l'actuelle région Côte-Nord et dans une moindre mesure l'actuelle région Baie-James.

- En 2012, on estime que 1 156 travailleurs ont été présents sur les chantiers du Nunavik. La majorité d'entre eux (77%) provenaient d'autres régions en respect des règles de mobilité de main-d'œuvre en vigueur dans l'industrie de la construction, alors que 197 salariés (17%) provenaient de la Côte-Nord.

La création d'une région Eeyou Istchee Baie-James (territoires entre les 49^e et 55^e parallèles) viendrait diminuer l'étendue de l'actuelle région Saguenay-Lac-Saint-Jean et de l'Abitibi-Témiscamingue.

- En 2015, on estime que 5 869 personnes ont pu travailler dans la région Eeyou Istchee Baie-James. Plus de 90% (5 402) de ces personnes provenaient d'autres régions, dont 1 876 (32%) du Saguenay-Lac-Saint-Jean et 1 389 (24%) de l'Abitibi-Témiscamingue.

En mars 2016, le règlement visant la création de la région Nunavik est entré en vigueur. Ce règlement a permis la mise en place de mesures transitoires et prévoit la création de la région Nunavik en juin 2017. Ces mesures permettent la création d'un bassin de main-d'œuvre au Nunavik, la mise en place des mécanismes de priorisation de la main-d'œuvre inuit pour les embauches régionales, ainsi que l'adaptation et le développement de l'offre de services offerts au Nunavik. En juin 2016, la région Nunavik a été officiellement créée ce qui permet d'y appliquer les règles de mobilité comme dans les autres régions de la CCQ.

Les travaux relatifs à la création d'une région Eeyou Istchee Baie-James aux fins de mobilité de la main-d'œuvre et de référence font toujours l'objet d'échanges. En 2018, une demande de création de la région a été déposée au Conseil d'administration de la CCQ. La proposition a été rejetée. Des discussions ont toujours lieu à la table de travail existante entre la CCQ, la Nation Cri et Jamesiens afin de faire avancer ce dossier.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 29 MARS 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-212

Statistiques d'utilisation du Service de référence de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction, depuis son implantation, ventilation par mois.

	2018
Déclaration de besoins de main-d'œuvre	32 687
Employeurs requérants	5 870
Salariés recherchés	82 948
Listes transmises par les titulaires de permis de référence	50 071
Nombre de candidats recommandés	181 873
Listes transmises par la CCQ	33 822
Nombre de candidats recommandés	569 254
Avis d'embauches transmis par les employeurs	140 723
<i>Selon la source de main-d'œuvre:</i>	
Référence des titulaires de permis	3 163
Référence de la CCQ	5 121
Réseau personnel de l'employeur	40 061
Salarié connu de l'employeur	78 804
Autres	13 574
Avis de fin d'emploi transmis par les employeurs	101 319

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 29 MARS 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-213

Tout rapport, document ou étude concernant la mise en place des recommandations de la Commission d’enquête sur l’octroi et la gestion des contrats publics dans l’industrie de la construction.

La réponse à cette question sera transmise par le MTESS.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 29 MARS 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-214

Tout rapport, document ou étude concernant la mise en place des recommandations du Comité de vigie sur la référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du travail.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 29 MARS 2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Nombre d'infractions constatées à la suite d'une dénonciation.

	2018
Nombre d'infractions	956

RP-215 – 3^e groupe d'opposition

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-216

Nombre d’infractions constatées concernant la non-détention d’un certificat de compétence pour des travaux effectués à l’intérieur d’institutions scolaires.

Institutions scolaires	2018
Commission scolaire	79
Établissement d’enseignement supérieur	13
TOTAL	92

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 29 MARS 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-217

Nombre de plaintes reçues concernant la non-détention d’un certificat de compétence pour des travaux exécutés à l’intérieur d’institutions scolaires.

Institutions scolaires	2018
Commission scolaire	4
Établissement d’Enseignement supérieur	0
TOTAL	0

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 29 MARS 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-218

Nombre de plaintes reçues concernant les travaux de la Commission de la construction du Québec.

À part les travaux usuels d'entretien de ses édifices, la CCQ n'a pas pour objet d'effectuer des travaux de construction.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 29 MARS 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-156

Tout rapport, document ou étude concernant la mise en place des recommandations de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction.

La réponse à cette question sera transmise par le MTESS.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 29 MARS 2019

Commission de la construction du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS

2019-2020

QUESTION TRANSMISE PAR
LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE

